

## INTRODUCTION

Parmi les centaines de milliers de jeunes filles qui passent aujourd'hui le baccalauréat, qui connaît le nom de Julie-Victoire Daubié (1824-1874), qui réussit cet examen à Lyon en 1861, après avoir essuyé plusieurs refus d'inscription dans d'autres académies ? Quelques Vosgiennes peut-être, qui ont lu la plaque apposée en l'honneur de la « première bachelière de France » dans le village de Fontenoy-le-Chateau dont elle fréquenta l'école primaire, qui ont été ou sont élèves du CES Julie Daubié de Bains les Bains, sa commune natale, ou de la cité scolaire, récemment inaugurée sous ce nom, de Rombas.

Si Julie Daubié est absente des manuels scolaires et ignorée des non-spécialistes, sa mémoire, quelque peu sulfureuse, a été conservée par quelques membres de sa famille, d'une génération à l'autre, d'une branche à l'autre, avec ses diplômes et une centaine de lettres de correspondants français et étrangers. Précieuses archives privées que découvrit un jour Raymonde Bulger, chez son amie lyonnaise Laure Reuchsel, désireuse de les rendre publiques et de les confier à une bibliothèque. Seule bibliothèque française spécialisée dans l'histoire des femmes et du féminisme, la bibliothèque Marguerite Durand<sup>1</sup>, dont le dossier Daubié ne comportait que des coupures de presse<sup>2</sup>, fut choisie pour recevoir les originaux, la bibliothèque universitaire de Lyon et les archives départementales d'Epinal disposant du fonds en microfilm.

Pour accompagner l'événement, la Faculté d'Histoire de l'Université Lumière Lyon 2 et le Centre Pierre Léon ont organisé, le 18 novembre 1992 à la Maison Rhône-Alpes des Sciences de l'homme, avec le concours de l'URA CNRS-Lyon 2 *Littérature et idéologie (1815-1900)* et l'aide de la Délégation régionale chargée des droits des femmes, du Conseil général du Rhône et de la Mairie de Lyon, une table ronde sur Julie-Victoire Daubié et son temps. Journée d'hommage à Julie Daubié qui, en cet automne 1992 - la coïncidence des événements<sup>3</sup> n'est pas que fortuite -, acquiert une certaine visibilité historique : j'y verrais volontiers le signe que l'histoire des femmes est devenue légitime après vingt ans d'existence, ou l'expression de préoccupations contemporaines - qui étaient déjà celles de Julie Daubié - sur l'inégalité des chances scolaires entre les sexes, sur les discriminations sexuelles au travail ou l'exclusion des femmes de la sphère du politique... Journée d'hommage aussi à Laure Reuchsel, qui « *consciente de l'aventure de son ancêtre* » se sépare avec émotion de documents pieusement lus et patiemment classés, et à Raymonde Bulger qui en a fait un livre accessible à tous<sup>4</sup>. Ce sont les communications faites à cette table ronde que rassemble ce numéro spécial du *Bulletin du Centre Pierre Léon*.

Le 8 juillet 1861, le secrétaire de la Faculté des lettres de Lyon, qui accueille « *avec bienveillance* » (selon les mots du recteur) la candidature de Julie Daubié, lui écrit : « *J'ai l'honneur de vous faire savoir que vous avez à*

*choisir entre le 13 et le 16 août pour le premier jour de votre examen du Baccalauréat ès lettres. Si vous désirez éviter une trop grande affluence de curieux, vous feriez bien de choisir le 13 au lieu du 16 et de le laisser ignorer autant que possible*». Signé le 7 décembre 1861 par le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, son diplôme de bachelier (le terme n'a pas de féminin à l'époque) la nomme à la 4<sup>ème</sup> ligne, après correction manuscrite, « *Melle Daubié* », mais à la 8<sup>ème</sup> ligne, sans correction, « *Sieur Daubié* »<sup>5</sup>.

Ces quelques éléments sont significatifs de ce qui peut être considéré comme l'exploit de Julie Daubié : être la première française à passer, à 37 ans, le baccalauréat. Pourquoi à Lyon, pourquoi est-ce un acte de courage, affirmé dans la poursuite d'études supérieures et l'écriture d'essais militants sur la situation faite aux femmes<sup>6</sup> ? Quels sont les multiples facettes et l'héritage du personnage public de Julie Daubié, féministe avant l'invention du terme, suffragiste avant l'organisation d'un mouvement, journaliste, auteur d'ouvrages et de brochures qui eurent un large écho ? Telles sont les questions auxquelles a voulu répondre cette table ronde qui regretta l'absence de Linda Clark, invitée pour évoquer les idées de Julie Daubié sur l'enseignement des filles.

Mais il ne s'agit pas d'opposer une héroïne de la transgression à une majorité de femmes victimes des mœurs et lois de leur temps, dichotomie longtemps productive de l'histoire des femmes mais aujourd'hui contestée pour son schématisme. Pas plus que de jauger le féminisme de Julie Daubié, notamment dans sa composante moraliste<sup>7</sup>, à l'aune de critères militants de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. La lecture des contributions<sup>8</sup>, où percent quelques contradictions de détail ou de jugement d'ensemble, invite plutôt à une réflexion sur la double difficulté de l'entreprise biographique<sup>9</sup> et de l'histoire du féminisme.

D'où l'intérêt des archives privées qui peuvent permettre de mesurer les effets de légende associés notamment aux « premières » : si Julie Daubié a dû incontestablement forcer les portes de l'institution, affirmer un droit, prouver une compétence, on peut s'interroger par exemple sur la « difficulté » à obtenir son diplôme ; permettre aussi d'appréhender des pans de vie privée ou « *l'intersection de la vie publique et privée* », et d'entrer à l'intérieur des réseaux féministes<sup>10</sup>. Secouée par les débats du mouvement contemporain, l'histoire du féminisme tente aujourd'hui de dépasser l'affirmation d'une chronologie saccadée (prémices, âge d'or, déclin, résurgence)<sup>11</sup> comme celle de classifications dichotomiques trop tranchées (féminisme bourgeois ou socialiste, féminisme égalitaire ou féminisme de la différence, féminisme radical ou modéré<sup>12</sup>), mais elle ne doit pas nier les coups de cœur, ni les lectures personnelles ou collectives de tel groupe ou figure, ainsi que les effets de ces lectures. Le féminisme aussi est un lieu de mémoire. Exhumée ou « revisitée », comme disent volontiers les Américaines, Julie Daubié a encore de beaux jours devant elle.

## NOTES

1. Créée en 1897 par Marguerite Durand, journaliste féministe, directrice de *La Fronde*, et donnée à la ville de Paris en 1931 ; cf l'ouvrage rédigé par la Conservatrice actuelle, Annie DIZIER-METZ : *La Bibliothèque Marguerite Durand, Histoire d'une femme, mémoire des femmes*, Mairie de Paris et Agence culturelle de Paris, 1992.
2. Notamment des articles écrits à l'occasion du 100ème anniversaire de sa naissance.
3. Outre cette table-ronde et l'inauguration le 30 novembre de la cité scolaire Julie Daubié de Rombas, signalons la réédition à partir de décembre (1<sup>er</sup> tome) par les éditions Côté-Femmes de l'ouvrage majeur de Julie DAUBIE *La Femme pauvre au XIX<sup>e</sup> siècle* (1<sup>ère</sup> édition Paris Guillaumin 1866, 2 volumes : *Condition économique. Condition professionnelle* ; 2<sup>ème</sup> édition Paris Thorin 1871, 3 volumes : *Condition économique. Condition morale. Condition professionnelle*), avec un avant-propos de Michelle PERROT et une préface d'Agnès THIERCE qui a soutenu à l'Université Paris VII en 1990 un mémoire de maîtrise (direction Michelle Perrot) : *Julie-Victoire Daubié, « femme savante ». De la condition économique, morale et politique de la femme au XIX<sup>e</sup> siècle*.
4. Raymonde BULGER, *Lettres à Julie-Victoire Daubié (1824-1874). La première bachelière de France et son temps*, New York, Paris, Berne, Peteryang 1992.
5. Lettre et diplôme reproduits dans Raymonde BULGER, *op.cit.*
6. Outre *La Femme pauvre*, citons de Julie DAUBIE, *Du Progrès dans l'enseignement primaire. Justice et liberté !* Paris, Librairie de Madame Claye, 1862 et *L'Emancipation de la femme en dix livraisons*, Paris, Thorin, 1871-1872.
7. Pour comprendre ce moralisme, voir notamment les travaux de Geneviève FRAISSE rassemblés dans *La Raison des femmes*, Paris, Plon, 1992, particulièrement la deuxième partie « Généalogie de la pensée féministe ».
8. Comme d'ailleurs de celles du colloque consacré à une autre féministe : *Madeleine Pelletier (1874-1939). Logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*, sous la direction de Christine BARD, Côté Femmes, 1992.
9. Sur ce point, la réflexion est déjà bien engagée, autour de l'histoire orale ou de la notion d'« exception » : voir les articles de Christine PLANTE, Michèle RIOT-SARCEY et Eleni VARIKAS dans « Le genre de l'histoire », *Les Cahiers du GRIF*, n°37-38, printemps 1988. Ou encore de celle, peu appliquée jusqu'ici en histoire des femmes, de « génération » : Jean-François SIRINELLI, *Générationnelles. Khagneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.
10. De nombreuses archives privées, notamment des correspondances, ont été rassemblées par Marguerite Durand pour sa bibliothèque et utilisées par Laurence KLEJMAN et Florence ROCHEFORT pour leur thèse devenue livre : *L'égalité en marche. Le féminisme sous la troisième république*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques-Des Femmes, 1989.
11. Notamment par l'étude des périodes dites de reflux, 1914-1945 (sur ce sujet, la thèse de Christine BARD sera soutenue à l'automne 1993) ou 1945-1970 (thèse en cours de Sylvie CHAPERON)
12. Dernière classification utilisée, notamment, avec beaucoup de nuances, dans l'ouvrage de KLEJMAN (Laurence) et ROCHEFORT (Florence), *op.cit.*

